

**Avenant du 25 mars 2021**

à l'accord du 2 octobre 2007  
relatif à l'indemnisation des frais de déplacement  
et des frais de repas au 1<sup>er</sup> mars 2021

NOR : ASET2150578M

IDCC : 897

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**PRÉSANSE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SNPST ;**

**FSS CFDT ;**

**FEC FO ;**

**CFTC santé sociaux ;**

**FSAS CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Indemnisation des frais de déplacement**

Les montants des indemnités kilométriques prévues à l'article 2.1 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas sont les suivants au 1<sup>er</sup> mars 2021 :

Véhicule automobile ou motocyclette toute puissance et véhicule électrique	Cyclomoteur (cylindrée inférieure à 50 cm <sup>3</sup> )	Vélomoteur (cylindrée de 50 à moins de 125 cm <sup>3</sup> )	Vélo
0,47 €/km	0,25 €/km	0,31 €/km	0,27 €/km (*)
(*) Le versement de l'indemnité kilométrique vélo est assimilé au versement du forfait mobilités durables et est donc exonéré de cotisations sociales dans la limite de 500 € par an et par salarié.			

Toutefois, il est précisé, à titre indicatif, que le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas ne libère pas les salariés

et les services de santé au travail interentreprises des obligations résultant de la législation fiscale.

## **Article 2 | Indemnisation des frais de repas**

Le montant de l'indemnité de repas prévue à l'article 2.2 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas est fixé à 17 € à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021, sous réserve du respect de la réglementation sociale et fiscale en vigueur en la matière.

## **Article 3 | Caractère impératif du présent avenant**

Il est rappelé que le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, lequel est indissociable de la convention collective nationale dont il constitue lui-même un avenant, a un caractère impératif, et que, par conséquent, il ne peut y être dérogé dans un sens défavorable aux salariés par accord d'entreprise conclu dans le cadre du dernier alinéa de l'article L. 2253-3 du code du travail.

## **Article 4 | Dépôt et extension**

Le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

PRÉSANSE accomplira les formalités nécessaires, afin d'obtenir l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 25 mars 2021.*

(Suivent les signatures.)